

Les «acquis» du processus de Barcelone

Une récente étude d'Anima*, une plateforme multipays de développement économique de la Méditerranée qui réunit une trentaine d'agences gouvernementales de promotion de l'investissement dans la région (dont l'Andi), dresse un bilan sans concession du processus de Barcelone auquel notre pays est partie prenante.

Intitulée «Barcelone, processus inaccompli», l'étude, signée de Bénédicte de Saint-Laurent, constate «des progrès sans véritable rupture», voire même une «léthargie» certaine dans un contexte géopolitique «régulièrement perturbé» qui ajoute au pessimisme.

Le processus de Barcelone serait «inachevé», au «milieu du gué», voire quelque peu «enlisé», mais il obéirait à une tendance lourde de convergence depuis 2000, succédant à une période de faible divergence.

S'attardant sur les effets positifs majeurs résultant du processus de Barcelone tel qu'il est mis en œuvre par la Commission européenne, le rapport souligne quatre acquis «indéniables».

Le premier tient au «rétablissement quasi-maestrichien des équilibres macro-économiques» avec une baisse de l'inflation, de la dette publique et du déficit budgétaire.

Le second mérite du processus de Barcelone est d'avoir «préparé les conditions, légales et commerciales d'un développement des affaires dans le Bassin méditerranéen», grâce à la création d'une zone de libre-échange, la libéralisation et l'ouverture

à la concurrence d'économies anciennement étatiques et monopolistiques, des réformes fiscales et bancaires, la facilitation de l'investissement. En un mot «une meilleure visibilité à moyen terme par les entreprises».

Le troisième mérite de Barcelone serait une «injection directe de capital» au titre de la politique de voisinage. Elle aurait coûté à chaque contribuable européen 8,3 euros par an de 1995 à 2006 et lui coûterait 12 euros de 2007 à 2013.

Quatrième acquis : «l'accroissement spectaculaire et récent de l'investissement direct étranger (IDE)».

Le bilan conforte, malgré ses lacunes, les promoteurs du processus de Barcelone. Ils avaient formulé l'avenir immédiat en termes de rapprochement, autour de la notion de partage : partage de «valeurs communes», telles que la démocratie, le respect de l'Etat de droit, les libertés civiles et les droits de l'Homme, d'une part ; partage des «quatre libertés» (de circulation des biens, des capitaux, des services, et plus important encore, des personnes) qui constituent le socle de la zone de libre-échange en chantier, d'autre part.

Pour l'Union européenne, il s'agit d'établir un «cercle de pays amis», dans un cadre qui serait «davantage qu'un partenariat, mais moins qu'une adhésion», et qui viserait à terme de «tout» mettre en commun avec les voisins, «sauf les institutions» qui relèveraient de leur «statut personnel» en quelque sorte.

Le processus repose sur un agenda de réformes

politiques (inspiré par les «valeurs communes» déjà évoquées) et socio-économiques (passant notamment par l'adoption dans la législation nationale des voisins de certaines parties de l'acquis communautaire), dans l'espoir d'un alignement réglementaire et législatif sur les pratiques européennes, et la promotion des «quatre libertés».

Mais septembre 2001 est passé par là. L'intérêt commun est alors largement redéfini sous l'angle de la prise en compte des «nouvelles menaces» dans le domaine de la justice et des affaires intérieures, telles que la pression migratoire en provenance des pays tiers, la traite des êtres humains et le terrorisme. On passe alors d'une offre de régime de libre circulation à la mise en place d'un système de contrôle différencié, visant à faciliter la circulation de certaines catégories de personnes dites «légitimes» tout en augmentant les capacités à contrôler les mouvements considérés comme «illégitimes».

Avec l'Algérie, l'accord d'association entré en vigueur le 1^{er} septembre 2005 prévoit l'établissement progressif pendant douze ans d'une zone de libre-échange.

Les Douanes algériennes ont entrepris le démantèlement, à partir du 1^{er} septembre dernier, du reste des lignes tarifaires relatives aux produits industriels figurant au tarif douanier conformément aux dispositions de l'accord.

«Outre les marchandises relevant de l'annexe 2 qui ont été immédiatement exonérées en septembre 2005, l'ac-

cord prévoit, en effet, que les droits de douane et les taxes d'effet équivalent sur les autres produits industriels (chapitres 25 à 97) seront éliminés progressivement deux années après l'entrée en vigueur et selon les schémas portés par l'article 9 de l'accord d'association entre l'Algérie et l'UE», indique la direction générale des douanes.

Il est ainsi attendu qu'après deux années d'entrée en vigueur de l'accord, les droits et taxes soient ramenés à 80% du droit de base. Ils seront de l'ordre de 70% à la troisième année, de 60% à la quatrième année jusqu'à atteindre 20% à la sixième année puis à disparaître après sept ans d'application. Pour d'autres produits, le démantèlement sera de l'ordre de 90%.

Autre impact significatif du démantèlement : la baisse des prix des produits fabriqués dans l'Union européenne sur le marché national. Mais ils restent peu compétitifs par rapport à ceux des produits asiatiques — inférieurs de 30 % par rapport aux produits fabriqués en Europe. Le renchérissement de l'euro par rapport au dollar (monnaie de la zone Asie) participe à l'accroissement du différentiel. A court terme, l'ouverture des frontières provoquera deux effets mécaniques, l'un d'ordre économique, l'autre politique. Au plan commercial, la hausse des importations aggravera fortement le déficit commercial. Jusqu'à présent, les pays de la rive sud bénéficiaient de préférences commerciales sur le marché européen, mais demeuraient fortement protégés. Désormais, ils devront

affronter la concurrence des produits industriels européens en leur ouvrant leurs marchés à partir de 2010. De plus, la suppression de droits de douane va considérablement réduire les recettes de l'administration, ce qui la contraindra à moderniser radicalement ses systèmes fiscaux, notamment l'imposition des revenus. Dans le cas algérien, le démantèlement tarifaire se traduira par des pertes de recouvrement de droits et taxes estimées à 1,5 - 2% du PIB à l'horizon 2018. Il faut savoir que les recettes douanières représentent aujourd'hui 28 % du produit fiscal dans notre pays. Les pays méditerranéens doivent aussi moderniser leurs sociétés et notamment le rôle des pouvoirs publics. En dépit des réformes économiques sans cesse proclamées, le poids du politique reste souvent important et surtout arbitraire. Cela crée un climat peu favorable à l'entreprise et à l'investissement, aussi bien interne qu'externe. Les pays méditerranéens, cloisonnés en marchés nationaux exigus, s'avèrent peu attractifs pour les investisseurs : ils ne drainent que 5% des investissements directs à l'étranger dans les pays émergents. Dans ce jeu, comme au bon vieux temps, la politique de la carotte est naturellement primordiale : la Commission a ainsi proposé la création progressive d'une zone de libre-échange assortie d'un triplement du volume de son aide qui reste toutefois relativement faible (4,7 milliards d'euros). «L'ajustement progressif» requis par l'article 42 de l'accord prévoit qu'à la fin de la cinquième



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

année aucune «discrimination» ne persistera dans l'approvisionnement et la commercialisation des marchandises. Une libre circulation de biens, de capitaux et de services, sans circulation de personnes. Un «commerce orphelin».

Selon la Chambre algérienne de commerce et d'industrie, les importations algériennes en provenance de l'UE représentaient 56,53% de nos importations durant le premier trimestre 2006, contre 52,19% au cours des trois premiers mois de l'année suivante. Cette part a également régressé en comparaison avec la première année de mise en œuvre de l'accord d'association où elle était de 53,83%.

Une baisse qui profite à la Chine, à la Turquie et à Dubaï, des pays qui ont augmenté de 20 % par an leur commerce avec l'Algérie. A quand des zones de libre-échange avec eux ?

A. B.

*Anima Investment Network, «Barcelone, processus inaccompli», Bilan, 04/01/2008

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com



LE CLAN DES TOUILLEURS DE CAFÉ AVEC LE POUCE ET L'INDEXE !

Interrogé sur le soutien qu'il apporte à son fils lycéen en grève, un papa a répondu : «Je suis de tout cœur avec mon enfant. Car moi aussi, quand j'avais son âge, j'ai eu à souffrir des décisions de...

...Benbouzid !

Depuis que j'ai lu l'interview du ministre de l'Education dans *El Khabar*, je ne suis plus le même homme. Dans cette interview fort intéressante, Benbouzid affirme, entre autres, que les élèves en grève sont manipulés par un clan. Ça m'a foutu un choc ! Une telle révélation a chamboulé le cours de ma vie. Le matin, par exemple ! Il n'est plus question pour moi de touiller mon café de la manière dont je l'ai toujours fait jusque-là. Finie la petite cuillère coincée entre le pouce et l'indexe de la main droite et opérant pendant dix secondes un mouvement de rotation dans le sens des aiguilles d'une montre. Basta ! Je ne veux pas être traité de mec manipulé par le clan des touilleurs de café avec une petite cuillère tenue par le pouce et l'indexe de la main droite et tournée dans le sens des aiguilles d'une montre. Désormais, je veux être un homme libre. Et en homme libre, je touillerais mon café avec une cuillère tenue par le majeur et l'auriculaire de la main gauche dans un mouvement contraire à celui des aiguilles d'une montre. Finie aussi l'habitude de lasser mes chaussures que je viens d'enfiler en commençant par les

lacets de la chaussure gauche ! Je ne veux pas être l'objet d'une manipulation de la part du clan des laceteurs de chaussures qui lacent d'abord les lacets de leur chaussure gauche. Désormais, je serai un homme libre ! Et en homme libre, je lasserai les lacets de ma chaussure droite en premier ! Finie aussi cette manie suspecte de fermer la porte de mon appartement en commençant par la serrure du milieu, puis celle du haut. Je ne veux pas être victime d'une manipulation de la part du clan des gens qui ferment leurs portes d'appartement en commençant par la serrure du milieu avant de verrouiller celle du haut. Désormais, je veux être un homme libre ! Et en homme libre, je fermerai la porte de mon appartement en commençant par la serrure du haut, ensuite celle du bas, et à la fin, seulement à la fin, je verrouillerai celle du bas, na ! Soyons vigilants ! Ne nous faisons manipuler par aucun clan ! Car les clans sont partout. Ils nous guettent en permanence. Et s'il est un clan que vous devez craindre plus que tous les autres, c'est celui des fumeurs de thé. S'ils tentent de vous manipuler en vous demandant de fumer du thé pour rester éveillés à ce cauchemar qui continue, ne les écoutez surtout pas. Ecoutez plutôt Benbouzid et le pouvoir qui vous conseille d'avaler un cachet de Tranxene avec de la tisane de verveine et de dormir sur vos deux oreilles. C'est tellement mieux. Pour eux !

H. L.